



Les délégations de 10 pays européens dénoncent la surproduction des énergies électriques intermittentes Elles demandent un moratoire immédiat en Europe sur ces énergies

Bruxelles, le 4 juin 2025 – Vingt délégations venues de dix pays européens (Finlande, Suède, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Allemagne, France, Suisse, Italie, Espagne) se sont rassemblées devant le Parlement européen pour dénoncer la surproduction des énergies électriques intermittentes — éolien en mer, éolien terrestre et champs photovoltaïques en zone agricole. Elles ont appelé à l'instauration immédiate d'un moratoire européen sur ces filières.

Ces énergies, en se développant de manière massive et désordonnée, menacent l'économie européenne, compromettent le bien commun, détruisent le patrimoine, la santé et le cadre de vie de 660 millions de citoyens et des entreprises. Elles engendrent notamment :

- **L'explosion du prix de l'électricité** pour les citoyens et les entreprises ;
- **Le gaspillage de centaines de milliards d'euros d'argent public** pour créer un 2^{ème} système de production, avec un 2^{ème} réseau de distribution, en distribuant des subventions inutiles à des opérateurs privés alors que le nombre de périodes de surproduction et de prix négatifs s'accroît, et que la production électrique à base d'énergies fossiles augmente en Europe de 50 GW depuis 2010, notamment en Allemagne ;
- **Des risques élevés sur le réseau de transport d'électricité** en Europe comme vient de le démontrer le black-out du 28 avril en Espagne et au Portugal ;
- **La destruction du patrimoine** agronomique, culturel, historique, environnemental et mémoriel transmis par les générations précédentes et que nous devons préserver pour les générations futures.

Les délégations ont rencontré les députés européens pour leur préciser les raisons scientifiques, techniques, économiques, sociales et environnementales de l'urgence du moratoire à l'échelle européenne, afin de protéger les citoyens et les entreprises. Elles ont pris la parole devant le Parlement européen pour alerter sur les atteintes que ces politiques énergétiques font peser sur la démocratie. Elles ont dénoncé la perte de raison, de bon sens et d'intérêt général, sacrifiés au profit d'intérêts financiers privés et de postures idéologiques déconnectées des besoins réels des pays.

Les délégations ont envoyé un manifeste aux députés de la Commission Industrie/Recherche/Energie (ITRE) pour exiger un moratoire immédiat sur ces énergies électriques intermittentes et proposer 4 objectifs afin d'assurer une politique énergétique stable, évaluée, compétitive et pérenne de l'Union européenne :

- **Assurer la stabilité et l'équilibre du réseau** en maintenant un rapport adéquat entre les sources d'énergie contrôlables et les sources d'énergie variables.
- **Contrôler les dépenses publiques** en évitant la surcapacité et la volatilité du marché.
- **Préserver notre patrimoine** culturel et naturel pour les générations futures.
- **Réduire la dépendance énergétique et les importations de matières premières** (*physiquement limitées*) en exploitant les ressources locales.

